



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°10 – 06 octobre 2021

SOMMAIRE

ROYAUME-UNI

- Nouveau report de la mise en place de certains contrôles aux frontières.
- Pénurie d'essence, de CO₂ et de main d'œuvre: la pression s'accroît sur les chaînes d'approvisionnement.
- Les ventes de produits agroalimentaires diminuent vers l'Union européenne mais augmentent vers les autres pays tiers.
- Le gouvernement lance une consultation relative à l'étiquetage des normes de bien-être animal.
- Le DEFRA annonce sa volonté d'avancer par étape vers l'autorisation des nouvelles technologies génomiques.

IRLANDE

- Publication d'une nouvelle stratégie alimentaire : Food vision 2030
- La valeur des exportations agroalimentaires irlandaises a augmenté de 60 % depuis 2010.
- Lancement d'un *National Food Innovation Hub*.
- L'industrie agroalimentaire irlandaise se prépare à une pénurie potentielle de dioxyde de carbone industriel.
- Baisse du fret entre la Grande-Bretagne et l'Irlande.
- Dawn Meats réduit ses émissions de gaz à effets de serre.

PAYS-BAS

- Nutri-score : pas d'effet sur le comportement des consommateurs néerlandais (étude)
- Les ministères des finances et de l'agriculture travaillent sur des plans pour racheter voire, exproprier des agriculteurs afin de réduire plus rapidement les émissions d'azote aux Pays-Bas.
- Ouverture d'un dispositif national de cessation volontaire d'activité de l'élevage au printemps 2022
- Le secteur horticole se redresse, après avoir relativement bien résisté à la crise en 2020.
- Le secteur horticole est touché par la hausse du prix du gaz.
- McDonald's introduit McPlant™ aux Pays-Bas.

ROYAUME-UNI

Nouveau report de la mise en place de certains contrôles aux frontières.

Par [communiqué de presse](#), le gouvernement britannique a annoncé le 14 septembre de nouveaux reports d'échéances relatives la mise en place de certains contrôles à leur frontière.

Les **déclarations et contrôles douaniers complets seront maintenus pour mise en œuvre le 1^{er} janvier 2022**, sans changement par rapport au calendrier précédent, même si les déclarations de sûreté et de sécurité ne seront désormais pas requises avant le 1^{er} juillet 2022.

Selon le calendrier révisé, les formalités sanitaires et phytosanitaires (SPS) seront les suivantes :

- **1^{er} janvier 2022 : pré-notification** pour tous les produits SPS (produits d'origine animale et végétaux dits « réglementés »), sans exigence de certification par les autorités des pays exportateurs ;
- **1^{er} juillet 2022 : certification** pour tous les produits SPS (produits d'origine animale et végétaux dits « réglementés ») avec contrôle physique à la frontière.

Les **certificats d'inspection pour les produits biologiques** ne seront également **pas exigés avant le 1^{er} juillet 2022**.

Les modalités de mise en œuvre de la nouvelle exigence de pré-notification, sans certificat au 1^{er} semestre 2022, doivent encore être précisées par les autorités britanniques.

Pénurie d'essence, de CO₂ et de main d'œuvre : la pression s'accroît sur les chaînes d'approvisionnement.

La **pénurie de main d'œuvre** et ses conséquences sur l'économie britannique sont désormais bien visibles pour les consommateurs (indisponibilités ponctuelles de certains produits dans les commerces et restaurants). Si celle-ci a pu être accrue par l'absentéisme forcé des contacts de malades de la Covid, notamment en juillet, elle résulte surtout du durcissement des règles britanniques en matière d'immigration post-Brexit qui ne permet pas à nombre de travailleurs étrangers de revenir au Royaume-Uni à l'issue de la pandémie.

L'**augmentation des prix des emballages** (carton notamment), **du transport** sont également des facteurs de tensions supplémentaires pour les agriculteurs et entreprises agroalimentaires britanniques. Certaines exploitations agricoles ont dû abandonner une partie de leurs récoltes, faute de main d'œuvre. D'autres exemples ont largement été commentés dans les médias : pénurie de milkshakes chez McDonald's, Nando's contraint de fermer 50 restaurants en raison d'une pénurie de poulet, retrait de certains produits du menu chez KFC, réduction des livraisons de lait chez le géant laitier Arla, etc. Par ailleurs, la National pig association indique que l'accumulation de porcs dans les élevages faute de disponibilité des abattoirs a déjà conduit à des euthanasies d'animaux.

Par ailleurs, une **hausse massive des prix du gaz naturel** a entraîné la fermeture de deux usines d'engrais au Royaume-Uni, ce qui a suscité des inquiétudes quant à la disponibilité de CO₂ pour l'industrie alimentaire, notamment les abattoirs de porcs et de volailles. Le gouvernement britannique a annoncé une aide d'urgence de trois semaines pour permettre à une usine de rester ouverte.

La pénurie d'engrais a été suivie d'une **pénurie de carburant**, aggravée par un phénomène d'achat « panique » qui a remis en lumière le manque de chauffeurs routiers.

Le gouvernement britannique a réagi à la crise en accordant **5 000 visas d'immigration temporaire aux chauffeurs routiers étrangers ainsi que 5 500 visas pour les travailleurs du secteur de la volaille** afin de faire face à la pénurie de personnel à l'approche de Noël. Les deux catégories de visas prendront fin le 24 décembre 2021. L'industrie alimentaire a accueilli favorablement la nouvelle de ces visas supplémentaires, mais elle a tout de même rappeler que la pénurie ne touchait pas uniquement le secteur de la volaille. Ainsi, la NFU se félicite du revirement du gouvernement mais indique qu'il convient de trouver des solutions plus larges en matière de main-d'œuvre, notamment pour le secteur porcin.

Les ventes de produits agroalimentaires diminuent vers l'Union européenne mais augmentent vers les autres pays tiers.

Les **ventes de produits alimentaires et de boissons britanniques dans les pays tiers ont augmenté de 13 % par rapport à 2020**, représentant 46,6 % (4,3 milliards de livres) de l'ensemble des exportations britanniques de produits alimentaires et de boissons au cours du premier semestre (S1) de 2021, grâce à une reprise de la croissance en Chine, à Singapour, en Australie, au Japon et dans la région du Golfe. Les exportations hors Union européenne (UE) ont ainsi presque retrouvé leur niveau d'avant la crise.

Sur d'autres marchés hors UE, notamment en Amérique centrale et du Sud, les ventes à certains pays ont doublé depuis le S1 2020. Les principaux marchés d'exportation de la région qui ont connu la croissance la plus rapide sont la Colombie (+142,6 %), le Mexique (+111,2 %), le Chili (+105,4 %) et le Brésil (+87,2 %). Cette augmentation est due à une reprise des ventes de whisky et d'huiles végétales, soutenue par une demande accrue d'autres produits britanniques

en croissance rapide à partir d'une base beaucoup plus faible.

Malgré le retour à la croissance dans ces pays, **les ventes globales de produits alimentaires et de boissons britanniques ont diminué de 2 milliards de livres sterling par rapport aux niveaux d'avant la crise, en raison d'une forte baisse des ventes à l'UE**. La combinaison des impacts continus de la pandémie Covid-19, et des formalités supplémentaires pour le commerce vers l'UE suite au Brexit, a entraîné une chute des exportations vers l'UE de plus d'un quart depuis le S1 2019. Les exportations vers presque tous les États membres de l'UE ont diminué de manière significative, y compris une perte de plus de 0,5 milliard de livres sterling dans les ventes à l'Irlande, tandis que les ventes à l'Allemagne, à l'Espagne et à l'Italie ont chacune diminué d'environ moitié depuis le S1 2019.

Les importations britanniques de produits alimentaires et de boissons ont baissé de près de 10 % au premier semestre 2021 par rapport aux niveaux d'avant Covid, mais les importations en provenance des marchés hors UE ont augmenté au cours de cette période. Les importations en provenance de l'UE ont été particulièrement touchées par la pandémie et la nouvelle relation commerciale, chutant de près de 15 % depuis 2019, soit une perte de 2,4 milliards de livres.

Plus de détails dans ce rapport : [Exports H1 2021 | The Food & Drink Federation \(fdf.org.uk\)](#)

Le gouvernement lance une consultation relative à l'étiquetage des normes de bien-être animal.

Le 12 septembre, le DEFRA a lancé une [consultation](#) concernant l'étiquetage en matière de normes de bien-être animal. L'appel à contribution vise à recueillir des avis sur le champ d'application, la réglementation, le format et la mise en l'application d'un nouveau système d'étiquetage, ainsi que les normes réelles de

bien-être qui pourraient le sous-tendre, en s'appuyant sur les systèmes de certification volontaire existants au Royaume-Uni.

Le DEFRA annonce sa volonté d'avancer par étape vers l'autorisation des nouvelles technologies génomiques.

Suite à la consultation menée entre février et mars 2021, le gouvernement propose une approche en plusieurs phases. Avant la fin de l'année, le gouvernement prévoit une réglementation qui permettra de faciliter la recherche et le développement pour les plantes produites par des technologies d'édition génomique - NBT. La seconde étape visera à revoir les définitions réglementaires d'un OGM afin d'en exclure les NBT. Le calendrier de cette seconde étape n'est pas connu et un traitement différencié devrait être prévu pour le volet animal. Par ailleurs le gouvernement indique examiner les mesures appropriées nécessaires pour permettre aux produits issus de NBT d'être mis sur le marché de manière sûre et transparente, en tenant compte du choix du consommateur et de la traçabilité. Enfin, la dernière étape prévoit une révision plus globale de l'approche de la réglementation des OGM, sans plus de précision.

Les règles prises ne pourront s'appliquer qu'à l'Angleterre, cette question étant dévolue à chacune des nations, Ecosse et Pays de Galle pourront adopter des règles différentes.

IRLANDE

Publication d'une nouvelle stratégie alimentaire : Food vision 2030

Début août, le gouvernement irlandais a publié sa troisième grande stratégie nationale agroalimentaire en un peu plus de dix ans. [Food Vision 2030](#) est une stratégie décennale qui fait suite à Food Harvest 2020 et Food Wise 2025.

Food vision 2030 prévoit une nouvelle expansion majeure du secteur des exportations agroalimentaires, dont la valeur globale doit passer de 14 à 21 milliards d'euros d'ici à 2030. Elle recommande pour cela à l'Irlande de se concentrer à l'avenir sur des aliments de qualité supérieure, authentiques, durables et traçables.

La Chine, le Japon et le Nigeria sont déjà trois des cinq plus grands marchés d'exportation de produits alimentaires de l'Irlande (hors UE et Royaume-Uni), les deux autres étant le Canada et les États-Unis (qui représentent à eux seuls un milliard d'euros d'exportations alimentaires). Selon le rapport, l'Irlande doit concentrer ses efforts sur ces marchés émergents pour devenir un "leader mondial des systèmes alimentaires durables" et un "leader mondial de la production d'aliments naturels de qualité supérieure produits de manière durable".

La valeur des exportations agroalimentaires irlandaises a augmenté de 60 % depuis 2010.

Selon le [rapport annuel 2020](#) du ministère de l'Agriculture, l'Irlande a enregistré 14,2 milliards d'euros d'exportations agroalimentaires l'année dernière, soit une hausse de 60% des exportations agroalimentaires depuis 2010. Elles ont également représenté 8,8% des exportations totales de marchandises irlandaises. Le Royaume-Uni demeure la principale destination

des exportations agroalimentaires, malgré une baisse, passant ainsi de 5,5 milliards € d'exportation en 2019 à 5,3 milliards en 2020. Les trois principales catégories d'exportations en 2020 étaient les produits laitiers (5,1 milliards €), le bœuf (2,3 milliards €) et les boissons (1,5 milliard €).

Lancement d'un *National Food Innovation Hub*.

Le Premier ministre a officiellement inauguré le *National Food Innovation Hub*, pour lequel le ministère de l'agriculture a investi près de 9 M€.

Ce centre d'innovation est situé à côté du Teagasc (équivalent de l'INRAE) et propose des bureaux et des laboratoires à louer pour les entreprises agroalimentaires qui souhaiteraient y baser leurs équipes de recherche, permettant ainsi à ces équipes de collaborer avec le Teagasc. Selon le Premier ministre, ce dispositif doit permettre aux entreprises de trouver de nouveaux débouchés à l'export. Finalisé en juin 2021, le complexe est déjà occupé à plein (par des entreprises de produits laitiers, colorants alimentaires et alicaments).

L'industrie agroalimentaire irlandaise se prépare à une pénurie potentielle de dioxyde de carbone industriel.

Alors que le Royaume-Uni observe actuellement des pénuries et des hausses de prix du CO₂ pour les boissons gazeuses, l'un des principaux fournisseurs en CO₂ de l'île d'Irlande, Nippon Gas, a déclaré que cette pénurie pourrait se propager ailleurs en Europe. Selon le directeur de Food Drink Ireland, les fabricants irlandais de boissons gazeuses sont préoccupés par cette pénurie au Royaume-Uni, puisque l'île d'Irlande ne dispose pas de ressources locales.

Baisse du fret entre la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Selon un rapport de l'*Irish Maritime Development Office*, le trafic roulier entre l'Irlande et la Grande-Bretagne était inférieur de 20% au deuxième trimestre 2021 par rapport à la même période pré-pandémie de coronavirus en 2019, tandis que les **volumes sur les routes Irlande-UE étaient en hausse de 99%** au cours de la même période. Le trafic entre les ports irlandais et britanniques représente aujourd'hui 67% de l'ensemble des volumes rouliers irlandais, contre 84% il y a deux ans, tandis que les liaisons directes vers l'UE ont doublé leur part pour atteindre 33%. D'après le rapport, ces données n'impliquent pas une augmentation des échanges commerciaux avec d'autres États membres de l'UE, mais elles indiquent plutôt une **reconfiguration des chaînes d'approvisionnement.**

Dawn Meats réduit ses émissions de gaz à effets de serre.

Dawn Meats a réduit ses émissions de GES de ses opérations et de sa chaîne d'approvisionnement de 248 000 t en 2020, par rapport aux niveaux de référence de 2016.

Dawn Meats indique avoir été le premier transformateur européen de bœuf et d'agneau à fixer des objectifs scientifiques et à mesurer ses progrès par rapport aux objectifs de durabilité. Le transformateur irlandais s'est engagé à réduire ses émissions de GES de -30% d'ici 2030.

PAYS-BAS

Nutri-score : pas d'effet sur le comportement les consommateurs néerlandais (étude)

D'après une [étude néerlandaise](#) publiée en juin dans la revue Food Quality and Preference, l'étiquetage nutritionnel (Nutri-score) ne produit «pas d'effet significatif» sur «la perception du goût et les «intentions d'achat» des consommateurs. Ces travaux s'appuient sur une enquête réalisée en ligne auprès d'un panel de plus de 190 personnes, d'une moyenne d'âge de 31,7 ans. Elles ont été confrontées à deux situations : acheter un snack avec ou sans Nutri-score. Les participants ont bien «remarqué l'ajout de l'étiquette Nutri-score sur les produits alimentaires», mais celle-ci «n'a pas influencé leur comportement». Les auteurs de l'étude formulent plusieurs recommandations, dont celle d'évaluer si l'algorithme du Nutri-score est compatible avec les habitudes alimentaires des Néerlandais. Leurs résultats contredisent l'analyse de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), pour qui l'étiquetage nutritionnel est un outil stratégique pour lutter contre le surpoids et l'obésité. Aux Pays-Bas, [le Nutri-score](#) doit être mis en place fin 2021. En 2018, 50,2% des Néerlandais étaient en surpoids modéré, 15% en obésité.

Les ministères des finances et de l'agriculture travaillent sur des plans pour racheter voire, exproprier des agriculteurs afin de réduire plus rapidement les émissions d'azote aux Pays-Bas.

Le gouvernement sortant souhaiterait prendre des mesures supplémentaires pour permettre, y compris à court terme, de débloquer par compensation certains grands projets de construction. À la demande du Conseil des ministres cet été, les deux ministères ont élaboré des propositions détaillées, qui ont depuis été présentées dans un rapport de l'Agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL). Dans son scénario, le ministère de l'agriculture (LNV) prévoirait le **rachat de terres des agriculteurs** pour les convertir ensuite en formes d'agriculture plus durables (moins d'animaux, moins de pollution environnementale). Dans son plan, le LNV considère pour la première fois les **expropriations** comme inévitables. Le chiffre serait de 17 Mds€ et plus de mille exploitations réparties dans tout le pays seraient concernées.

Le syndicat agricole néerlandais LTO a vivement réagi sur ces projets d'expropriation comme sur la possibilité évoquée de retirer à certaines exploitations les licences obtenues précédemment, et demande au gouvernement de retirer ces scénarios.

Ouverture d'un dispositif national de cessation volontaire d'activité de l'élevage au printemps 2022

Un régime national de cessation de l'élevage pour lequel près d'un milliard d'euros est disponible, devrait débuter au printemps 2022. Le régime d'achat volontaire pour les éleveurs est une mesure s'inscrivant dans l'approche structurelle du gouvernement en matière de réduction des émissions d'azote.

Le secteur horticole se redresse, après avoir relativement bien résisté à la crise en 2020.

Selon les derniers chiffres publiés, le chiffre d'affaires de FloraHolland, principal marché aux fleurs du pays, dans le secteur des fleurs coupées a augmenté de plus de 40 % en août par rapport au même mois en 2020. Le chiffre d'affaires des plantes d'intérieur chez FloraHolland a également augmenté de 15 % en août et 16% pour les plantes de jardin par rapport à 2020.

Globalement, pour le secteur horticole néerlandais, l'année 2020 s'est terminée par une contraction du chiffre d'affaires de 4,2 % des exportateurs néerlandais de fleurs et de plantes. Le chiffre d'affaires total des exportations s'est élevé à 5,97 milliards d'euros. Dans les 16 pays exportateurs les plus importants, qui représentaient 89,3% du chiffre d'affaires total à l'exportation, la contraction était de 3,3%. Toutefois, une analyse plus approfondie de Floridata montre que la position des Pays-Bas à l'exportation dans ces pays s'est légèrement renforcée. La position néerlandaise à l'exportation sur les pays exportateurs parmi les 16 premiers a augmenté de 1,6 % en 2020. Les exportateurs néerlandais ont subi des pertes de parts d'importation aux États-Unis, en Russie et en Espagne. En revanche, cette part a augmenté en Suède et au Royaume-Uni. La part des importations néerlandaises pour les 16 premiers pays exportateurs a augmenté de 68,6 % en 2019 à 69,7 % en 2020.

Le secteur horticole est touché par la hausse du prix du gaz.

Le prix du gaz naturel a connu une hausse de + 300 à + 1 300% en un an (passant de 5-15 cents à 60-70 cents par m³). Aux Pays-Bas, cela affecte surtout le secteur horticole sous serre dans le sud du pays. Les syndicats ZLTO et Glastuinbouw Nederland signalent que, voyant la rentabilité de leur activité anéantie, certains exploitants envisagent de changer de type de culture. La hausse des coûts de production se répercutera probablement sur le consommateur et pourrait avoir un impact sur la balance commerciale; ainsi, le coût d'exploitation des cultures de concombres a augmenté de 2€/m²/semaine, ce qui pourrait inciter les supermarchés à privilégier l'importation d'Espagne.

McDonald's introduit McPlant™ aux Pays-Bas.

McDonald's présente sa première alternative végétale au bœuf aux Pays-Bas avec le McPlant. Le McPlant, fabriqué avec Beyond Meat, à base de protéines végétales de pois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international